



L'homme politique, sénateur et militant du RDPC s'exprimant dans un entretien chez Jeune Afrique a clairement montré sa position sur la crise socio-politique qui fragilise depuis plus d'un an les deux régions anglophones du Cameroun. Chief Nfon Victor Mukete pense que seul le « fédéralisme peut régler la crise anglophone ».

Le doyen d'âge de la chambre haute du parlement camerounais souligne que l'on aurait pu éviter la crise si l'« on s'était abstenu d'emprisonner les leaders modérés qui en définitive n'avaient que des revendications sociales ».

« Si l'on s'était aussi abstenu de brider la parole des protagonistes des deux camps ».

Selon lui, « la marginalisation des anglophones est extrême », à peine on compte 10 anglophones, dit-il sur les 60 membres du gouvernement camerounais. « Nul ne peut prétendre être à l'aise avec ça », lance -t-il.

Retrouvez ci-dessous l'intégralité de l'article paru chez Jeune Afrique.

CAMEROUN

« Seul le fédéralisme peut régler la crise anglophone »

Businessman prospère, doyen des sénateurs, acteur majeur de la réunification dans les années 1960, Victor Mukete est, à bientôt 100 ans, l'un des gardiens de la mémoire du pays. Rencontre.

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM, envoyée spéciale à Yaoundé

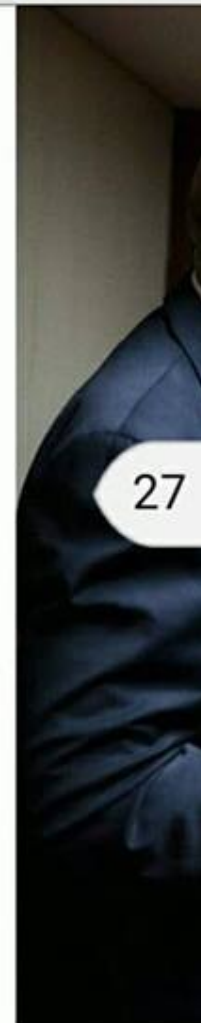
On aurait pu rencontrer Nfon Victor E. Mukete à Kumba, dans le Sud-Ouest anglophone, où il possède un palais aux armoiries de sa famille. Peut-être aussi dans les plantations de la Mukete Estates Ltd, créée par son père en 1910 et dont il reste, à presque 100 ans (il les fêtera en novembre), le PDG. Et pourquoi pas au Sénat, dont il est le doyen d'âge, à la Haute Cour de justice de la République, au Conseil économique et social ou à la Chambre de commerce? L'agriculteur aristocrate siège ou est membre de chacune de ces instances. Mais, bon pied bon œil, l'esprit vif, dédaignant le Sonotone par coquetterie, c'est au siège de l'opérateur public de téléphonie Camtel que le président du conseil d'administration reçoit.

Dix décennies d'histoire du pays sur les épaules, acteur majeur de la réunification entre les francophones et une partie des anglophones sous administration britannique, en 1961, Mukete suit aujourd'hui de près la spirale de violences qui s'est abattue sur les provinces anglophones du Cameroun. Il la condamne aussi. Tout cela, explique-t-il, aurait pu être évité « si l'on s'était abstenu d'emprisonner des leaders modérés qui n'avaient en définitive que des revendications sociales. Si l'on s'était abstenu aussi de brider la parole des protagonistes des deux camps, celui des modérés comme celui des sécessionnistes ».

Nfon Victor E. Mukete n'est pas parvenu là où il est sans avoir appris l'art de la nuance et de la subtilité. Installé dans son bureau de Yaoundé, il dit être reconnaissant au

président Paul Biya de l'avoir nommé sénateur (il est membre du RDPC, au pouvoir), mais regrette que « la marginalisation des anglophones [soit] extrême ». « Aucun des différents Premiers ministres anglophones qu'a connus le pays ne s'est jamais montré suffisamment honnête ou courageux pour tirer la sonnette d'alarme et tenter de limiter les frustrations », ajoute-t-il. Il poursuit : « À peine 10 anglophones sur les 60 membres du gouvernement... Nul ne peut prétendre être à l'aise avec ça ! » Selon lui, on aurait pu trouver des solutions avant que les choses ne dérapent. Il cite en exemple la fameuse Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, présentée par les autorités comme la panacée à la crise, mais arrivée peut-être un peu tard et assimilée par ses détracteurs à un cautère sur une jambe de bois. Il assure en avoir eu l'idée, quelques années plus tôt, et aurait aimé la soumettre au président Biya. Certains, parmi ceux à qui il en avait parlé, s'étaient dépêchés de commettre un rapport l'accusant de vouloir provoquer des divisions dans le pays. Cela lui avait valu d'être interrogé par le délégué général à la Sûreté nationale. Il avait également été empêché d'en débattre avec les chefs traditionnels des régions anglophones. Annoncée finalement à l'un des moments les plus délicats de la crise, fin 2017, l'idée de cette commission semble avoir perdu toute pertinence.

Épousant les vues des anglophones les plus modérés, Mukete prône désormais l'instauration d'un fédéralisme à dix États « dès que l'on sera en mesure de le financer », ajoute-t-il pragmatique. « Il ne



« IL NE PEUT Y AVOIR AUCUNE AMBIGUÏTÉ : L'EXTRÊME CENTRALISATION ACTUELLE EST UNE ERREUR. »